



# Que sont devenues les victimes soutenues lors de la Nuit des Veilleurs 2019?

## Arabie Saoudite

### Salman Al-Awdah

Il est toujours en détention et risque toujours la peine de mort, alors que son procès s'est tenu de manière chaotique pendant le dernier semestre 2019 avec de nombreux reports et avancements d'audience. [La dernière a eu lieu le 31 décembre](#) et depuis, on ne sait pas si de nouvelles audiences auront lieu avant la prononciation du jugement.

Le 29 novembre 2019, 6 rapporteurs spéciaux des Nations unies pour les droits humains ont écrit une [lettre conjointe](#) aux autorités saoudienne au sujet des conditions d'arrestation et de détention de Salman Al-Awdah et de trois autres personnalités religieuses saoudiennes risquant elles aussi la peine de mort.

A défaut de voir la situation de son père s'améliorer, Abdullah Alaoudh a été très touché par la mobilisation des militants de l'ACAT lors de la nuit des veilleurs 2019 et avait partagé son sentiment sur twitter <https://twitter.com/aalodah/status/1162067584755412992>

## Burundi

### Germain Rukuki

Le 17 juillet 2019, la cour d'appel burundaise de Ntahangwa a confirmé la condamnation du défenseur des droits humains Germain Rukuki. La décision a été rendue lors d'une audience publique sans que Germain ni ses avocats n'en soient informés. Ils ont été informés le 22 juillet, soit six jours plus tard. Ses conseils ont annoncé se pourvoir en cassation. Dans un avis du 13 août 2019 rendu public le 25 septembre 2019, le Groupe de travail des Nations-Unies sur les détentions arbitraires déclare après examen de sa situation que la privation de liberté de Germain Rukuki est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux dispositions internationales sur les droits à la liberté d'association, d'expression et d'opinion. Le 10 avril 2020 la Commission d'enquête des Nations sur le Burundi réitère sa recommandation de libérer immédiatement les personnes détenues arbitrairement, citant Germain Rukuki. Le gouvernement burundais demeure sourd à ces appels et Germain Rukuki est toujours détenu à ce jour.

## Burundi

### Germain Rukuki

---

En juillet 2019, l'activiste Germain Rukuki avait été condamné à 32 ans de prison. Reconnu coupable de participation à un mouvement insurrectionnel. Le 23 avril, devant la Cour Suprême de Bujumbura, ses avocats ont plaidé une libération. (SOS Médias Burundi)

L'ex-employé de l'ACAT-Burundi\* est resté dans sa cellule à la prison de Ngozi (nord du Burundi). Lors de l'audience, ses défenseurs ont mis en exergue des manquements au droit ainsi que des vices de procédure. Constatant « un déni de justice », estiment-ils.

Des ONG dont la FIDH (Fédération Internationale des Droits de l'Homme) ont parlé de « violations flagrantes » du code pénal burundais. L'ACAT-Burundi espère que la Cour suprême "dira le droit".

C'est d'ailleurs le rôle de cette haute juridiction du pays de blanchir les victimes d'injustice. Si le régime en place n'instrumentalisait pas l'appareil judiciaire, Germain Rukuki aurait été entendu et acquitté selon son avocat, Maître Jean Claude Ntiburumunsi

Les avocats ont demandé la libération provisoire ou conditionnelle de leur client. La décision est attendue d'ici 60 jours.

## Cameroun

### Mancho Bibixy

---

Il se trouvait dans la prison centrale de Kondengui lors des émeutes qui se déclenchent le 22 juillet 2019, brutalement réprimées. Il est alors déplacé avec d'autres détenus accusés d'être des meneurs. Toutefois, il réapparaît le 18 août 2019, jour de son 35<sup>e</sup> anniversaire depuis la prison de Kondengui et transmet un message relayé dans la presse.

Le 15 août 2019, le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire avait rendu un avis par lequel il déclarait arbitraire la détention de Mancho Bibixy, relevant de nombreuses violations des règles du procès équitable dans la procédure ayant conduit à sa condamnation. Il demande alors aux autorités camerounaises sa libération immédiate et à ce qu'il obtienne réparation du préjudice subi. Le 3 octobre 2019, le Président de la République du Cameroun a décidé de libérer 333 personnes arrêtées dans le contexte du conflit dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Mancho Bibixy, emprisonné depuis le 19 janvier 2017, n'a pas bénéficié de ce geste présidentiel.

Il est toujours emprisonné à Yaoundé. La prison est surpeuplée et la crise du corona virus fait craindre le pire pour la santé des personnes qui y sont incarcérées. La presse se fait l'écho le 13 avril 2020 de plusieurs cas déjà identifiés dans cette prison et d'autres à travers le pays.

## Chine

### Huang Qi

---

Six mois après son procès à huis clos, le journaliste Huang Qi a été condamné en juillet 2019 à une peine de 12 ans de prison, assortis de 4 ans de privation de droits politiques pour « divulgation de secrets d'Etat ». Depuis le début de son incarcération en 2016, Huang Qi demeure privé de soins médicaux malgré les affections dont il souffre : maladie rénale chronique, hydrocéphalie, problèmes pulmonaires et cardiaques. Sa condition est critique et pourrait être fatale s'il ne bénéficie pas d'une libération pour raison médicale. Par ailleurs, les autorités lui imposent des restrictions arbitraires : Huang Qi n'a, par exemple, le droit de dépenser que 100 yuan par mois à l'économat de la prison, soit environ 13 euros. Sa mère Pu Wenqing, âgée de 87 ans et atteinte d'un cancer, est, quant à elle toujours empêchée de rendre visite à son fils en prison et subit une surveillance policière quotidienne.

## Egypte

### Amal Fathy

---

Amal Fathy était en liberté sous contrôle judiciaire depuis le 27 décembre 2018, mais le 20 mars 2020, le ministère public a mis fin à toutes les restrictions qui pesaient sur elle. Elle risque toujours une nouvelle arrestation à tout moment car elle a été condamnée dans une seconde affaire concernant une vidéo sur Facebook où elle y dénonçait le harcèlement sexuel en Égypte et l'inaction du gouvernement.

## Etats-Unis

### Rodolfo Alvarez Medrano

---

Le 15 janvier 2020, un juge fédéral a estimé que Rodolfo avait droit à un nouveau procès devant une cour du Texas pour contester l'analyse du détective expert en gangs à son procès, Robert Alvarez. Ce dernier avait été destitué de ses fonctions en 2011 après avoir été reconnu coupable de détournement d'informations officielles, de violation des droits civils d'une personne détenue, de vol et de falsification de dossiers gouvernementaux. Début avril 2020, aucune date d'audience n'était encore connue.

Parallèlement, assisté de son avocate, Rodolfo poursuit les démarches pour tenter d'en finir avec la « loi des parties » du Texas qui permet, comme dans son cas, qu'une personne qui n'est ni l'auteur direct ni le commanditaire d'un meurtre soit condamné à mort.

## Mexique

### María Márquez de Favela

---

L'enquête pour disparition forcée de son fils Adrián est toujours à la peine. María ignore toujours ce qu'il est advenu de lui. Avec son Collectif « Familles unies pour la vérité et la justice », elle poursuit les recherches et les rencontres avec les autorités pour retrouver les disparus de Ciudad Juárez et aux alentours.

Toutes les manifestations de soutien reçues dans le cadre de la Nuit des Veilleurs l'ont aidée à poursuivre ses démarches.

## Rwanda

### Déogratias Mushayidi

---

Il demeure détenu, depuis plus de dix ans maintenant, ayant été arrêté en mars 2010. Aucune information ne permet à ce jour d'espérer une libération prochaine.

## Vietnam

### Nguyễn Trung Tôn

---

Le pasteur Nguyen Trung Ton purge toujours une peine de 12 ans de prison pour « activités visant à renverser l'administration populaire ». Son état de santé ne s'est pas amélioré et il souffre toujours des séquelles d'une violente agression subie en 2017. Depuis le début de son incarcération en juillet 2017, aucun traitement médical ne lui a été fourni. Sa famille continue de faire l'objet de harcèlement et d'intimidations de la part de la police.

### Trần Thị Nga

---

Après avoir purgé près d'un tiers de la peine de prison prononcée à son encontre en 2017, la défenseure des droits humain Tran Thi Nga a été libérée de façon anticipée et immédiatement exilée aux Etats-Unis le 10 janvier 2020. Ses deux jeunes fils et son compagnon ont pu quitter le Vietnam et l'accompagner à Atlanta, dans l'Etat de Géorgie, où elle doit désormais se reconstruire.

Le 1<sup>er</sup> février 2020, la Fondation ACAT a décerné à Tran Thi Nga son prix Engel-du Tertre pour la dignité humaine, en reconnaissance de son courage et de sa lutte en faveur des droits fondamentaux.

A cette occasion, Tran Thi Nga a adressé à l'ACAT et ses soutiens le message suivant :

*« Je voudrais sincèrement vous remercier, les organisations de défense des droits humains telles que l'ACAT, les particuliers, médias, organisations religieuses ainsi que la société civile du monde entier. Grâce à votre compassion et votre soutien, j'ai recouvré ma liberté, et je vous en remercie tous sincèrement. Mais je vous en prie, ne cessez pas d'aider celles et ceux qui sont toujours en prison au Vietnam. Ils sont encore nombreux à languir derrière des barreaux, et ils ont besoin de votre aide. Continuez de vous battre à nos côtés. »*

Les autorités vietnamiennes ont recours depuis quelques années à une stratégie d'exil forcé des voix dissidentes. En janvier 2017, le militant des droits humains Dang Xuan Dieu – mis en avant lors de la Nuit des Veilleurs en 2016 – a pu sortir de prison avant d'avoir effectué la moitié de sa peine initiale, à condition de quitter le Vietnam pour la France. En octobre 2018, la défenseure des droits humains Nguyen Ngoc Nhu Quynh dite « Me Nam », soutenue lors de la NDV 2018, a également pu quitter sa cellule pour embarquer à bord d'un avion à destination des Etats-Unis avec sa famille.